

THEATRE JOLIETTE MINOTERIE

Siège social : 2 Place Henri Verneuil 13002 MARSEILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2021

Cabinet SAS J.KALPAC & Cie

Siège social : 43 Boulevard de la blancarde, 13004 MARSEILLE

Membre de la Compagnie Régionale de **AIX EN PROVENCE**

Cabinet Marseille

43 bd. de La Blancarde 13004 Marseille
Tél. 04 91 49 28 65 - Fax 04 91 85 41 88

Cabinet Martigues

1 rue des Frères Remondin 13500 Martigues
Tel. 04 42 13 02 32 - Fax 04 42 07 17 10

S.A.S. J.KALPAC & Cie : au capital de 158 000 €

Registre du commerce 73 B 82

Siret : 073 800 823 00012

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2021

A l'assemblée générale de THEATRE JOLIETTE MINOTERIE

1) Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de THEATRE JOLIETTE MINOTERIE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

2) Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3) Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans l'Annexe des comptes annuels « FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ».

4) Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5) Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

6) Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

7) Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marseille, le 25 mai 2022

Le commissaire aux comptes

SAS J.KALPAC & Cie

Signé électroniquement le 25/05/2022 par
Christel Kalpac Daubol



Christel KALPAC DAUBOL

Signé électroniquement le 25/05/2022 par
Thierry Kalpac



Thierry KALPAC

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2021			Exercice clos le
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/21	31/12/20
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...	20 014	20 014		
Immobilisations incorporelles	6 750	898	5 852	
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	244 924	204 919	40 005	22 784
Autres Immobilisations corporelles	606 409	555 788	50 621	19 170
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	4 052		4 052	3 052
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	882 149	781 618	100 530	45 006
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	14 639		14 639	26 105
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	406 120		406 120	440 603
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	462 412		462 412	203 190
Charges constatées d'avance	2 563		2 563	2 600
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	885 735		885 735	672 498
FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)				
ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	1 767 883	781 618	986 265	717 504

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/21	Exercice clos le 31/12/20
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	8 870	(16 245)
Excédent ou déficit de l'exercice	5 633	25 115
SITUATION NETTE	14 503	8 870
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	375 539	355 971
Provisions règlementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	390 042	364 841
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	147 270	102 147
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	147 270	102 147
PROVISIONS		
Provisions pour risques	46 952	
Provisions pour charges	89 897	51 683
TOTAL PROVISIONS (III)	136 849	51 683
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	205 876	108 623
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	90 676	73 269
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	10 885	13 205
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	4 667	3 736
TOTAL DETTES (III)	312 104	198 833
ECARTS DE CONVERSION DU PASSIF (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	986 265	717 504

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	66 799	47 576		
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	1 451 068	1 440 536		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	16 161	40 475	(24 314)	-60%
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	18 959	14 084	4 874	35%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 552 987	1 542 672	10 315	1%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	547 822	427 211	120 610	28%
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	15 309	22 146	(6 838)	-31%
Salaires et traitements	595 888	650 945	(55 057)	-8%
Charges sociales	47 444	146 126	(98 682)	-68%
Dotations aux amortissements	18 924	22 434	(3 510)	-16%
Dotations aux provisions	188 166	107 567	80 599	75%
Report en fonds dédiés				
Autres charges	69 011	13 600	55 412	407%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 482 564	1 390 030	92 535	7%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	70 422	152 642	(82 220)	-54%
PRODUITS FINANCIERS				
De participation		77	(77)	-100%
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	114	25	89	364%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	114	101	13	12%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	6 199	6 209	(10)	0%
Différences négatives de change	91		91	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)	6 290	6 209	80	1%
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	(6 176)	(6 108)	(68)	-1%
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	(56 712)	(19 623)	(37 090)	-189%

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020	Variation	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	1 548	1 071	476	44%
Sur opérations en capital	5 602	16 189	(10 587)	-65%
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	102 147	27 890	74 258	266%
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	109 297	45 150	64 147	142%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion		412	(412)	-100%
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	46 952		46 952	
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	46 952	412	46 539	11288%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	62 345	44 737	17 608	39%
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (VII)				
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (VIII)				
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 662 397	1 603 524	58 873	4%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII+ VIII)	1 656 765	1 578 409	78 355	5%
EXCÉDENT OU DÉFICIT	5 633	25 115	(19 482)	-78%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				

ANNEXE

1 janvier 2021 au 31 décembre 2021

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2021 ont été établis selon les normes définies par le plan relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, arrêté ministériel du 26/12/2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Le théâtre Joliette Minoterie est une scène nationale de théâtre dans laquelle ont lieu des représentations et des résidences.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Construction	20 à 30 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Frais d'établissement

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

7. Divers

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes comptabilisé au 31/12/2021 s'élève à : 3 510,00€ HT.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

La pandémie de COVID 19 n'a pas mis en péril la continuité d'exploitation de l'association.

Les subventions ont été maintenues.

Parallèlement les aides et exonérations de charges sociales ont contribué à la continuité d'exploitation.

Un changement de direction interviendra au dernier trimestre 2022.

VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	(16 245)	25 115		0	8 870
Excédent ou déficit de l'exercice	25 115				5 633
SITUATION NETTE	8 870				14 503
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	355 971		19 568		375 539
Provisions réglementées					
TOTAL FONDS PROPRES	364 841		19 568		390 042

VARIATION DES FONDS DEDIES

Variation des fonds dédiés	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
PROJET 1							
Subventions d'exploitation	102 147		102 147				
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 1	102 147		102 147				
PROJET 2							
Subventions d'exploitation						147 270	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 2						147 270	
PROJET 3							
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 3							

SUIVI DES SUBVENTIONS

	2 020			2 021			Créances
	demandé	attribué	perçu	demandé	attribué	perçu	
Ville de Marseille							
Subvention de fonctionnement	970 000	970 000	970 000	970 000	970 000	970 000	
Subvention d'invest. travaux maison des artistes	163 000	163 000					163 000
sous total	1 133 000	#####	970 000	970 000	970 000	970 000	163 000
Drac Paca							
subvention de fonctionnement	83 056	83 056	83 056	84 000	84 000	84 000	
option théâtre	6 600	6 600	6 600	6 600	6 600	6 600	
culture et santé	13 400	13 400	13 400	13 000	13 000	13 000	
Préfecture				2 333	2 333	2 333	
investissement travaux maison des artistes	50 000	50 000				3 960	46 040
Investissement matériel lumière durable				25 000	25 000	25 000	
sous total	153 056	153 056	103 056	130 933	130 933	134 893	46 040
Conseil Général 13							
Subvention de fonctionnement	300 000	280 000	280 000	280 000	280 000	280 000	
subvention projets collèges/ 13 en partage							
investissement travaux maison des artistes	70 000	70 000				5 541	64 459
sous total	370 000	350 000	280 000	280 000	280 000	285 541	64 459
Région Paca							
subvention de fonctionnement	122 000	102 000	102 000	122 000	102 000	71 400	30 600
investissement travaux maison des artistes	70 000	70 000					70 000
sous total	192 000	172 000	102 000	122 000	102 000	71 400	100 600
TOTAL	1 848 056	1 808 056	1 455 056	1 502 933	1 482 933	1 461 834	374 099

LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE

	Montant brut
PRODUITS	
Montant perçu au titre d'assurances-vie	
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	
CHARGES	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	
SOLDE DE LA RUBRIQUE	

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	20 014		6 750			26 764	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	20 014		6 750			26 764	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des construction							
Installations techniques, matériel et outillage ind	215 364		29 560			244 924	
Installations générales, agencements divers	438 168		34 958			473 126	
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	57 735					57 735	
Emballages récupérables et divers	73 368		2 180			75 548	
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	784 635		66 698			851 333	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	3 052		1 000			4 052	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	3 052		1 000			4 052	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	807 700		74 448			882 149	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	20 014	898		20 912
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	20 014	898		20 912
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel	192 579	12 339		204 919
Inst. générales, agencements, aménagements divers	437 697	2 604		440 301
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	44 737	3 084		47 821
Emballages récupérables et divers	67 667			67 667
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	742 680	18 026		760 707
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	762 694	18 924		781 618

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours				
Dépréciation sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL				

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	4 052		4 052
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	14 156	14 156	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 016	1 016	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 572	2 572	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	22 042	22 042	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques	378 018	378 018	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	2 473	2 473	
Charges constatées d'avance	2 563	2 563	
TOTAL DES CRÉANCES	426 891	422 839	4 052

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	153830,01	235117,53	104828,6	284118,94
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	153830,01	235117,53	104828,6	284118,94

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	205 396	205 396		
Personnel et comptes rattachés	37 706	37 706		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	51 730	51 730		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	79	79		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	1 160	1 160		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	10 885	10 885		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	4 667	4 667		
TOTAL DETTES	311 624	311 624		

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement restant à la clôture de l'exercice
Contrat(s) de crédit-bail Retraites et indemnités assimilées Créances de l'actif immobilisé Suretés reçues Suretés données Effets de commerce escomptés non échus cessions de créances Dailly, affacturage	

AUTRES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

Opérations non inscrites au bilan (détail par nature)	Objectif commercial (description de l'objectif commercial)
Contrats de location de longue durée Fournisseurs et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance	

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	2563
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	2563

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	4 667
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	205 876
Dettes fiscales et sociales	90 676
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	10 885
TOTAL CHARGES À PAYER	307 437

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	14 639
Autres créances	406 120
Disponibilités	462 412
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	883 171